

Examen par les pairs ou lobby politique? Le choix est clair

Les milieux scientifiques du Canada se réjouissent habituellement des nouveaux investissements dans la recherche, en particulier lorsqu'il s'agit d'un montant important comme les 350 millions de dollars réservés pour un nouveau programme fédéral de centres d'excellence pour la commercialisation et la recherche. Or, une analyse plus attentive de l'annonce du ministre des Finances Jim Flaherty au sujet de ce programme, dans le contexte du budget fédéral du 19 mars, devrait consterner énormément les milieux de la recherche.

Deux aspects du programme, qui totalisent 245 millions de dollars, sont inattaquables, car ils sont affectés à des projets jugés conformes aux normes internationales d'excellence à la suite d'un examen par les pairs. Ce total inclut 195 millions pour un concours qui aura lieu l'an prochain afin d'établir un nombre indéterminé de nouveaux centres d'excellence et 50 millions pour le célèbre Institut Perimeter de physique théorique de Waterloo.

Et les 105 millions qui restent? On les répartit également entre sept instituts choisis par des ministres et par des fonctionnaires fédéraux des Finances et de l'Industrie, sans avoir suivi la procédure scientifique établie (voir page 1406).

Chaque institut obtient ainsi un gain inespéré de 15 millions de dollars sans que les milieux scientifiques contribuent à choisir les domaines où l'on pourrait répartir ces investissements et sans qu'un examen par des scientifiques pairs ne détermine si les affectations en cause sont justifiées ou si d'autres groupes dans le domaine conviendraient mieux comme bénéficiaires. Ce précédent dangereux enfreint les principes qui sous-tendent les investissements du Canada dans la recherche universitaire.

Les hauts fonctionnaires ont soutenu que cette décision n'était pas sans précédent, étant donné que l'on a déjà investi des sommes considérables dans certains instituts, comme l'Institut Perimeter de physique théorique. Or, dans de tels cas, des groupes internationaux analysent scrupuleusement les programmes de recherche et les bénéficiaires présentent habituellement un aperçu de leur plan de recherche et demandent les fonds.

Les hauts fonctionnaires ont aussi soutenu que les sept instituts méritaient l'argent afin de pouvoir accélérer la préparation du concours de l'an prochain. Tout avantage de départ de cette nature tourne en dérision les concepts de justice et d'équité dans l'octroi de subventions concurrentielles critiquées par les pairs et mine la réputation internationale du Canada comme pays où les activités scientifiques se déroulent selon les normes.

A long terme, une telle façon de procéder ne peut que réduire notre compétitivité scientifique. L'originalité, l'innovation, l'excellence et la rigueur scientifique — les piliers de l'examen par les pairs — n'auront plus d'importance. Inévitablement, nous saperons à la fois la qualité de nos activités scientifiques et nos efforts de commercialisation de nos réussites.

Nos homologues de l'étranger doivent se demander si nous avons perdu collectivement le nord. Sommes-nous un pays où l'affectation des budgets de recherche dépend des caprices politiques plutôt que du mérite et de l'excellence? D'une façon plus insidieuse, de telles mesures dissuaderont-elles les talents les meilleurs et les plus brillants d'accepter un poste au Canada?

Une telle façon de procéder évoque aussi le spectre de l'ingérence politique ouverte et continue dans les décisions relatives au financement de la recherche. Si les fonctionnaires et les politiciens peuvent désigner arbitrairement les bénéficiaires de la largesse des budgets de recherche, ne peuvent-ils pas refuser de l'argent à d'autres de façon tout aussi arbitraire? Il est facile d'imaginer que l'on pourrait saborder des recherches dans des domaines délicats sur le plan politique comme ceux des cellules souches et de l'avortement.

Le Canada cherche depuis longtemps à éviter de s'enliser dans de tels borbiers politiques en laissant les décisions sur le financement des activités scientifiques à des organismes indépendants comme les Instituts de recherche en santé du Canada. Même si ces organismes sont imparfaits, comme l'a conclu récemment un groupe d'examen international au sujet de la structure, des fonctions et des processus des Instituts de recherche en santé du Canada, l'engagement des Instituts envers l'examen par les pairs est exemplaire. En fait, même s'il consomme énormément de main-d'œuvre et est un peu lent, l'examen par les pairs demeure le meilleur de tous les moyens possibles parce qu'il essaie de parvenir à une décision rationnelle en suivant un processus équitable, ouvert et transparent.

Au lieu de bâtir sur cette tradition, des mesures comme les 15 millions de dollars distribués aux sept instituts annoncent une nouvelle ère du lobbying scientifique. Sans examen par les pairs, il est impossible de justifier de tels déboursés, aussi valables chaque institut puisse-t-il être. Le gouvernement aurait plutôt dû affecter l'argent aux Instituts de recherche en santé du Canada, dont le budget de base de 737 millions de dollars a augmenté d'à peine 5 %, ou 37 millions. Comparativement à ce qui se passe à l'étranger, nous dépensons 22 % seulement du montant par habitant que les National Institutes of Health des États-Unis consacrent à la recherche. Au lieu de refermer cet écart inquiétant, le budget de M. Flaherty ouvre les vannes à la médiocrité scientifique.

L'affectation de 105 millions de dollars aux sept instituts est tellement énorme que nous exhortons toutes les parties intéressées à battre discrètement mais rapidement en retraite et à injecter plutôt l'argent dans le concours de l'an prochain qui sera critiqué par les pairs à l'échelon international. Si nous devons laisser tomber l'examen par les pairs et la contribution des scientifiques dans l'affectation des budgets de recherche, nous devons être prêts à vivre dans un monde où la recherche n'est rien de plus qu'un élément du lobbying politique, un monde où les chercheurs doivent décider s'il est plus productif de présenter de solides propositions scientifiques qui peuvent résister à l'examen par les pairs ou de s'enregistrer comme lobbyistes et de fréquenter assidument le circuit du lobby politique. Merci, mais non merci, Monsieur Flaherty.

Paul C. Hébert

Rédacteur en chef du *JAMC*

pour l'Équipe de rédaction de l'éditorial du *JAMC*

(Paul C. Hébert, Matthew Stanbrook, Barbara Sibbald,

Ken Flegel, Noni MacDonald, Wayne Kondro

et Amir Attaran)

Ottawa (Ont.)